



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 04/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VIVESCIA**

2 rue Clément Ader  
51100 Reims

Références : D1 i 2026-379  
Code AIOT : 0005701528

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans l'établissement VIVESCIA implanté Avenue Pasteur 51230 Fère-Champenoise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- Avenue Pasteur 51230 Fère-Champenoise
- Code AIOT : 0005701528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

VIVESCIA est autorisé par arrêté préfectoral n°92-A-20-IC du 25 mai 1992, à exploiter sur la commune de Fère-Champenoise un complexe céréalier composé d'un silo haut béton et de silos métalliques pour une capacité totale de stockage de près de 55 000 m<sup>3</sup>, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2a, ainsi que d'un dépôt d'engrais liquides, d'engrais solides et de produits phytosanitaires.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2001, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, elle avait pour thématique principale le risque d'explosion et les atmosphères explosives.

La vérification des équipements des zones ATEX fait apparaître plusieurs non-conformités. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de vérification des installations électriques ni de justifier que les non-conformités relevées sur le matériel des zones ATEX étaient levées.

Un justificatif est attendu de la part de l'exploitant pour la réparation des colonnes sèches.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  [...]
<b>Constats :</b>  Par mail en date du 30/03/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées la version n°5 du Document Relatif à la Prévention contre l'Explosion (DRPE) applicable depuis le 24/03/2026. Le document intitulé « <i>Définition des zones à atmosphères explosives</i> » (ATEX) précise les différentes zones ATEX en fonction de leur niveau de risque et les localise sur le site. Le site est concerné par les zones 21 et 22. Le document date du 20/10/2014 (version 1). Les espaces concernées par la zone 21 sont les filtres, les écluses, la vis déchets du RdC, le caisson à poussières extérieur et le local déchets extérieur. Les espaces concernées par la zone 22 sont l'intérieur des élévateurs et des transporteurs, les canalisations d'air poussiéreux et extracteurs de cellule, l'intérieur des cellules en cours de remplissage, certaines zones des galeries supérieures et des étages situées autour de certains équipements (bandes transporteuses, nettoyeur, calibreur...). Le document intitulé « <i>Vérification du matériel électrique dans les zones ATEX</i> » recense les équipements présents dans les zones ATEX (localisation, nombre, caractéristiques...). Il permet de constater que les équipements électriques sont implantés uniquement dans la zone 22. Le document a été mis à jour en 2026 (indice 7). Selon l'exploitant les zones ont été évaluées en interne. Aucune zone du site n'est affectée par un empoussièrement (atmosphère explosive) permanent (24h/24h), aucune zone du site n'est donc classée en zone 20. La détermination du niveau de risque sur le site est réalisée conjointement avec l'animateur risques industriels environnement, le responsable du silo et le responsable maintenance. Un document intitulé « <i>Méthode de définition des zones à risques</i> » a été transmis à l'Inspection. Il présente la méthodologie mise en œuvre pour le classement des différentes zones ATEX. Elle est appliquée sur tous les sites Vivescia. L'Inspection rappelle que l'exploitant est le seul responsable de la définition de son zonage ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  En plusieurs endroits sur le site et notamment à l'entrée, un affichage informe les visiteurs, et notamment les entreprises extérieures susceptibles de réaliser des travaux, que le site comporte des zones ATEX et que des précautions sont à prendre en cas de travaux. La localisation des différentes zones est précisée sur cet affichage. Dans les zones ATEX, un affichage rappelle à l'utilisateur qu'il se trouve dans une zone ATEX. Le niveau de classement de la zone n'est pas précisé sur cet affichage. Les mesures de prévention et les consignes sont rappelées par voie d'affichage ainsi que les coordonnées téléphoniques des personnes à joindre en cas d'incident. Les différentes procédures à mettre œuvre dans le cadre de l'exploitation sont consultables dans le bureau du chef de silo. Le DRPE rappelle les formations requises par le personnel intervenant sur le site. Une formation sur la sécurité des silos doit être suivie par le chef de silo et le personnel de l'atelier intervenant dans le cadre de la maintenance doit suivre des formations pour intervenir en zone ATEX Une attestation de formation de la responsable de silo aux risques industriels a été présentée. Elle était datée du 26/04/2022. Le personnel de maintenance électrique a été formé aux conditions d'intervention dans les zones à risques d'explosions ATEX. Plusieurs formations ont été mises en place en 2006, les attestations de formation ont été présentées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Les installations de stockage de céréales sont ventilées naturellement, les poussières sont aspirées et collectées vers un boisseau de collecte des déchets. Les installations de transfert de céréales sont asservies à la mise en route de l'aspiration des

poussières.

Les installations font l'objet d'une vérification annuelle dans le cadre de la maintenance préventive. Le dernier contrôle préventif a eu lieu entre le 13 octobre 2025 et le 14 novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Conformité des appareils

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage

##### **Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

##### **Constats :**

Un document intitulé « *Vérification du matériel électrique dans les zones ATEX* » a été présenté. Seule la zone 22 est concernée par des équipements électriques. La dernière mise à jour du document a été réalisée en 2026 (indice 7).

Tous les équipements électriques recensés dans les zones ATEX ont été vérifiés, le rapport fait état de quatre non-conformités portant sur un appareil d'éclairage, un bloc autonome d'éclairage de sécurité (BAES), un bouton poussoir et un potentiomètre situés dans le silo FAO (étage 1 et 2). Un plan d'action a été présenté avec les mesures correctives. Il propose de réaliser un relevé de thermographie et fournir un justificatif ou de remplacer l'équipement par du matériel ATEX. Selon l'exploitant, ces non-conformités concernant les équipements ATEX devraient également faire l'objet d'une non-conformité lors du contrôle des installations électriques (voir constat 5).

Les documentations concernant les équipements n'étaient pas disponibles sur le site. Selon l'exploitant les notices et informations sur les équipements en place sont archivées par le service maintenance.

Un contrôle aléatoire sur plusieurs équipements ATEX a été réalisé. Les marquages suivants ont été relevés :

- **Ex II 2D T°85°C** : le matériel est de catégorie 2D (protection élevée) et peut être utilisé dans les zones ATEX 21 et 22, en zone poussière, la température de surface est de 85°C ;
- **Ex II 3D T°80°C** : le matériel est de catégorie 3D (protection normale) et peut être utilisé dans une zone ATEX 22, en zone poussière, la température de surface est 80°C ;
- **Ex II 3D 95°C** : le matériel est de catégorie 3D (protection normale) et peut être utilisé dans une zone ATEX 22, en zone poussière, la température de surface est 95°C.

**Ex** : ce symbole est la marque spécifique de protection contre les explosions des produits ATEX ;

**II** : ce marquage signifie qu'il s'agit d'un équipement d'une industrie de surface.

Un marquage <b>CE 0080</b> a été relevé, il permet d'identifier l'organisme notifié dans la phase de contrôle de la production de l'équipement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous trois mois, l'Inspection propose de demander à l'exploitant de justifier que les quatre non-conformités relevées sur les équipements ATEX sont levées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.  [...] <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<b>Constats :</b>  Par mail en date du 30/03/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'IIC le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé au titre des ICPE. Il était daté du 5 mars 2024. il fait état de 3 non-conformités dont deux portant sur des équipements susceptibles d'être à l'origine d'un risque d'explosion et une relative à l'électricité statique des bandes transporteuses et élévateurs, notamment le manque d'information quant aux caractéristiques des bandes et des sangles. L'exploitant a présenté les certificats de conformité des bandes des transporteurs à bande TB1, TB2 et TBL1 et des sangles des élévateurs E1 S BET et E3 S BET. L'IIC rappelle à l'exploitant que les non-conformités électriques doivent être levées au plus tard sous un an après leur constat. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification des installations électriques de 2025 qui aurait permis de justifier que toutes les non-conformités électriques étaient levées. Selon l'exploitant le contrôle a bien été réalisé en 2025 mais compte tenu d'un contentieux avec le prestataire, ce dernier n'a pas fourni le rapport du contrôle réalisé au titre des ICPE en 2025. L'exploitant a présenté le rapport du contrôle électrique Q18 de 2025 montrant que le prestataire était bien intervenu le 27 février 2025.

<p>Selon l'exploitant le contrôle des installations électriques par un nouveau prestataire est programmé prochainement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection propose de demander à l'exploitant de procéder à un nouveau contrôle des installations électriques de son site et de faire parvenir à l'IIC au plus tard sous trois mois le rapport afin de justifier que les non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques de 2024 ont bien été levées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre réalisé le 6 septembre 2010 sur le site de Fère-Champenoise Sud a été présentée.  Elle conclut que le bâtiment ne nécessite pas la mise en place de dispositif de protection contre la foudre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2001, article 11</p>
--



**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :  
- le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;

- et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "

**Constats :**

Le plan des installations avec les moyens de lutte contre l'incendie a été présenté. Les procédures à suivre en cas d'incident sont consultables dans le bureau du chef de silo.

Un dernier rapport de vérification des extincteurs a été présenté. Il était daté du 29/07/2025. Il recense l'ensemble des extincteurs du site vérifié par le prestataire.

Le site est alimenté par un poteau incendie situé à l'extérieur du site, à proximité de l'entrée. Il porte le n°107. L'exploitant a fait parvenir à l'Inspection le rapport de vérification du poteau incendie n°107 situé rue Robert Schumann à Fère-Champenoise. Le contrôle a eu lieu le 07/04/2026, Il ne présente aucune observation.

Le site est équipé de deux colonnes sèches (CS). Deux rapports d'intervention pour la vérification et la maintenance des CS ont été présentés.

La première intervention a eu lieu le 11/10/2023 pour la vérification des CS. Il faisait état de travaux à prévoir concernant un raccord d'alimentation sur la CS n°1 et des panneaux sur les deux CS.

La seconde intervention a eu lieu le 27/03/2024 pour la pose de deux panneaux colonne sèche.

Sur les rapports d'intervention du 11/10/2023, le bon état de fonctionnement est noté bien que :

- sur la CS n°1, la mise en pression n'ait pas été possible car le raccord d'alimentation était fissuré ;
- sur la CS n°2, le raccord DN65 présentait une fuite.

Le plan pompier a été présenté, les procédures à mettre en œuvre en cas d'incident sont disponibles dans le bureau du chef de silo. Une mallette regroupant les informations du site (plan,

moyens de secours, produits stockés, capacité ...) se trouve dans le bureau du chef de silo et en cas de sinistre, il est prévu qu'elle soit mise à la disposition des services de secours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 6 mois, l'exploitant fera parvenir à l'IIC le rapport issu de la prochaine vérification des colonnes sèches montrant que les réparations ont bien été réalisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois